

# Poinç virgule !

*Bulletin de l'École Émancipée 77 - novembre 2008*

Tendance de la FSU, pour un syndicalisme de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique

## **C'est trop grave, on grève et il faudra reconduire !**

En face de nous, c'est la blitzkrieg. Tout leur programme s'étale devant nos yeux : rouleau compresseur mis en marche pour balayer des décennies d'acquis sociaux et d'avancées démocratiques - aussi imparfaits soient-ils.

Un programme économique au service des plus riches et des classes possédantes :

- tout pour le fric, rien pour les services publics ;
- tout pour les banques, rien pour les salarié-es ;
- travailler plus pour gagner moins ;
- privatiser les profits, socialiser les pertes.

Dans l'éducation, c'est la marche au pas cadencé vers l'éclatement d'un (certain) service public (encore un peu) national :

Leur projet est « simple » : ils veulent en finir avec les objectifs portés depuis le plan Langevin-Wallon de juillet 1947 (mais jamais mis en œuvre), d'une école instrument de plus grande justice sociale, d'un droit à l'éducation pour tous. C'est même l'abandon de la fameuse « égalité des chances » - qui n'est pas la même chose que la réussite de tous -, c'est « moins d'école, moins de personnels, moins d'heures de cours » et une privatisation accélérée via, notamment, la suppression de la carte scolaire. Cela donne l'individualisation (appelée « autonomie ») comme seul modèle pédagogique avancé pour traiter la difficulté scolaire. C'est l'externalisation du « soutien ».

Dans « l'égalité des chances », c'est la chance qui l'emporte, et l'on doit la saisir... en travaillant !

L'urgence n'est pas pour nous de négocier ou de tenter d'aménager des réformes dangereuses, mais bien de démontrer ce qui se met en place. De l'expliquer non seulement aux collègues mais aux usagers et à l'ensemble de la société.

La toile de l'école libérale se met en place - aucun secteur ne peut avoir l'illusion de « tirer son épingle du jeu » face à un gouvernement qui se contrefiche de tout débat ou concertation.

Les collègues des RASED à la pointe de la lutte montrent comment, en ciblant sur un objectif clair et en se donnant des moyens d'actions visibles et déterminés, on peut mettre le gouvernement en difficulté face à l'opinion publique. Pourquoi ce qui est possible avec une catégorie de collègues ne le serait pas pour l'ensemble ?

La grève du 20 novembre s'annonce extrêmement bien suivie et la participation aux AG de grève est primordiale pour débattre d'une suite de l'action. Cette journée ne doit pas être une grève de 24 heures sans perspective autre que d'attendre un appel à ... une autre grève de 24 heures « *quand les conditions en seraient remplies* ».

Nous devons exprimer notre disponibilité à poursuivre la grève, à l'inclure dans une démarche dynamique.

Nous devons le faire savoir à nos directions syndicales.

Refusons la destruction de notre École Publique.

**Leurs avancées seront faites de nos reculs.**

Pierre Spielvogel

## **RASED une suppression programmée**

Les Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté sont actuellement en cours de destruction. Sous le prétexte, purement démagogique, du développement de l'aide aux élèves en difficulté grâce à la récupération des deux heures hebdomadaires dues par tous les enseignants suite à la suppression du samedi matin, 3 000 postes vont être supprimés - soit plus du quart des personnels RASED - pour boucher les trous liés aux suppressions massives de postes d'enseignants dans le 1<sup>er</sup> degré. Si le dispositif d'aides personnalisées peut parfois apporter son concours à certains élèves, il sera inefficace pour les élèves qui sont aidés par le RASED. Il ne s'agit pas des mêmes enfants ! Ce qui est annoncé, c'est le retour en classes ordinaires de tous les maîtres E et G, ainsi que la fermeture des formations E et G dès la prochaine rentrée. Alors soutenons les RASED en signant la pétition :

<http://www.sauvonslesrased.org/>

Il n'y pas de hasard ; ici comme ailleurs, nous sommes face à un système qui veut détruire l'idée d'un service public d'éducation ouvert à tous. C'est la première étape d'un système cohérent : suppression des IUFM, création d'une agence de remplacement, externalisation des traitements de la difficulté... c'est purement et simplement l'éclatement de l'Éducation Nationale qui est programmé.

**Brigitte Cerf**

## **Big Brother is watching us !**

Après le fichage avec Base élèves et Edvige, c'est maintenant une surveillance des échanges par mails, des blogs et des sites internet que le ministère de l'Éducation Nationale se propose de mettre en place avec l'objectif de « repérer les leaders d'opinion » et « d'anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise ». Et oui ! L'état va payer 220 000 euros une boîte chargée de nous surveiller. Dans l'ambiance actuelle il est difficile de penser que ce n'est que pour prendre le pouls de la profession !

**B. C.**

## **Élections professionnelles :**

## **Votez et faites voter FS**



## Réforme des lycées

### Moins d'enseignement pour plus de réussite, est-ce possible ?

Il n'y a aucun rien d'officiel (alors même que de façon scandaleuse la réforme doit s'appliquer dès l'an prochain) mais les différentes déclarations à la presse de Xavier Darcos permettent de cerner les contours du futur lycée.

Pour résumer, l'horaire hebdomadaire passerait à 30 heures : soit 21 heures dans un tronc commun où toutes les disciplines seraient à 3 heures : Français, Mathématiques, Histoire et Géographie, Langue vivante 1, Langue vivante 2, EPS, Sciences expérimentales ; 6 heures « d'enseignement d'exploration » organisées sous forme modulaire et semestrielle et 3 heures d'accompagnement éducatif.

Le discours du gouvernement consiste à dire qu'il va mettre en place un lycée plus ouvert permettant une meilleure réussite mais qu'en est-il ?

Les horaires des disciplines du tronc commun seraient tous de 3 heures, ce qui est une baisse pour la plupart des disciplines. Quant aux dédoublements de classes, il n'en est pas question.

Pour l'instant, nous n'avons que des réformes de structure, le contenu des enseignements étant inconnu, mais comment peut-on imaginer que celui-ci sera maintenu quand les horaires diminuent ?

Pas de précision non plus sur le cycle terminal, que ce soit en terme d'horaires, de contenu, de choix de modules semestriels. Des matières comme l'histoire-géographie pourraient disparaître du cursus de certains élèves.

La classe de seconde perdrait son caractère indéterminé, puisque par exemple un enseignement de mathématiques existerait en approfondissement. Un élève qui n'aurait pas suivi cet enseignement pourrait-il suivre un parcours scientifique par la suite ? Pour les lettres, même question : un enseignement de français est dans le tronc commun, et un enseignement de littérature dans l'approfondissement. Est-ce à dire que pour un élève « lambda », la littérature est de trop ?

Dans ce contexte, comment empêcher la disparition de fait de certaines disciplines : la mise en concurrence inévitable des matières optionnelles, conduira à l'extinction plus ou moins « naturelle » de matières comme le latin et le grec, les langues dites rares, les matières technologiques, etc.

Le choix des modules hors tronc commun est laissé à l'appréciation des élèves - soit 2 fois les mêmes sur les deux semestres - soit une fois le même et un seul change - soit 4 modules différents sur les 2 semestres (!!!) ce qui pose des questions sur l'organisation matérielle dans les établissements. Tous les modules seront-ils présents ? Y aura-t-il un seuil minimal de nombre d'élèves demandeurs pour mettre en place un module ?

La « semestrialisation » des matières optionnelles, peut-elle se faire sans morceler les programmes et tout en maintenant un investissement sérieux des élèves ?

Comment ce système est-il compatible avec le maintien d'un examen national donnant le premier diplôme universitaire ?

Quelles conséquences pour les personnels de la mise en place des modules d'accompagnement ? Qui en sera chargé ? Les enseignants ? Dans le cadre de leurs services ou en heures supplémentaires ? Quel rôle pour les co-psy dans ce qui ressort à l'orientation ?

Cette réforme est-elle susceptible de favoriser la démocratisation du système éducatif ?

Par delà son caractère « usine à gaz », l'insistance mise sur l'individualisation des parcours ne peut que favoriser les parcours d'initiés, renvoyant à chaque élève la responsabilité de son échec éventuel.

La diminution des horaires d'enseignement favorise les enfants des milieux les plus favorisés tout en ouvrant largement la porte aux organismes privés.

L'objectif de la formation pour tous, et en particulier d'une formation du futur citoyen disparaît.

On passe d'un système de séries dont on connaît le caractère explicite de tri social à un système de « stabulation libre » où le tri sera implicite, masqué. Ce n'est pas mieux.

**Pour toutes ces raisons, cette réforme est inacceptable.**

Élisabeth Hervouet

### LE YOYO DES BOURSES



**Attention ! Âmes sensibles, s'abstenir...**

Interview de X. Darcos au Monde du 8/11/2008

**Question : Vous affectionnez la posture inflexible ?**

*On essaie d'accréditer l'idée que mon action ne serait pas guidée par une préoccupation de justice sociale. Tout ce que nous faisons, sans exception, a pour but de nous occuper de ceux qui ne vont pas bien. Nous voulons donner à tous ce dont les gens aisés disposent de par leur situation. Donner, dans l'école publique, ce qu'on trouve parfois dans l'école privée : un temps différent, une écoute, un certain rapport aux familles... Donner ce qui, habituellement, s'achète. Alors quand j'entends dire que je serais dans une logique purement libérale, cette critique me blesse. Heureusement, du côté des familles, ces mesures sont plébiscitées.*

L'École Émancipée publie une revue nationale (6 numéros par an). Abonnement de 30 €, chèque à l'ordre de l'École Émancipée c/o J.P. Gadier 38 rue des Roses 31270 Cugneaux  
Site : [www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org) - Pour nous contacter : [ecoleemancipee77@gmail.com](mailto:ecoleemancipee77@gmail.com)